

« Aujourd'hui, nous ne sommes ni humains ni fermes »

Selon Boris Vallaud, le chef de file des députés socialistes, « les Français sont favorables à la régularisation des étrangers par le travail »

ENTRETIEN

Boris Vallaud, député (Parti socialiste, PS) des Landes et président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, appelle le gouvernement à « sortir de l'hypocrisie » et à valoriser la contribution des travailleurs sans papiers à l'économie, en vue des débats sur le projet de loi immigration attendu au Sénat en novembre, puis à l'Assemblée début 2024.

La gauche s'exprime peu sur l'immigration. Et quand elle le fait, elle est inaudible. Pourquoi ?

Sans doute parce qu'on n'en a pas assez parlé. Dans la hiérarchie des préoccupations des Français, les questions de pouvoir d'achat, de travail, de solidarité ou d'environnement arrivent avant. Mais l'immigration les préoccupe. Ils peuvent se sentir insécurisés dans un contexte de fragilité économique et sociale, et les préjugés sont tenaces. On leur doit un discours de vérité, en arrachant ce débat aux mensonges agités par l'extrême droite et la droite ciottiste. Y a-t-il une submersion migratoire ?

Non. L'immigration augmente-t-elle : oui, depuis trente ans, quels que soient les effets de manches des uns et des autres.

Quelle est la position du Parti socialiste dans ce débat ?

De même qu'il y a une planification écologique, il faut une organisation de la politique migratoire. Les Français n'ont pas de problème avec l'immigration en tant que telle, mais ils sont demandeurs du respect de l'ordre républicain. Or, le gouvernement organise le désordre dans la République : un droit des étrangers complexe et mal appliqué, des préfectures sans moyens auprès desquelles il est impossible d'obtenir un rendez-vous, un manque d'hébergement qui alimente les campements, ou encore la délivrance aveugle d'OQTF [obligations de quitter le territoire français], des mineurs non accompagnés à la rue, l'enfermement des enfants en centre de rétention administrative...

Il faut remettre les choses à l'endroit. En outre, il faut sortir de l'hypocrisie. Les travailleurs sans papiers apportent leur contribu-

« Ce qu'on a été capables de faire avec les Ukrainiens, nous ne serions pas capables de le faire pour les autres ? »

tion à l'économie. Des étrangers en situation irrégulière aident largement à faire tourner un certain nombre de secteurs. Les Français sont majoritairement favorables à la régularisation par le travail car ils sont attachés à la centralité du travail dans leur vie, et personne ne veut être concurrencé par quelqu'un qui n'est pas déclaré.

Est-ce à dire que le PS a abandonné le diptyque « fermeté et humanité », prôné par l'ancien ministre de l'intérieur Manuel Valls, puis repris par Emmanuel Macron ?

La circulaire Valls a permis un certain nombre d'avancées. Mais

la fermeté, c'est d'abord le respect de l'ordre républicain. C'est un aporisme. Aujourd'hui, nous ne sommes ni humains ni fermes. On accueille mal, on intègre mal, on défend mal les droits et les reconduites sont inopérantes. Nous sommes favorables à une régularisation par le travail, à une politique d'inclusion par la formation, par le logement, par la langue, par les valeurs de la République. Les Français savent que les immigrés participent à la vie collective. Qui a intérêt à ce qu'un certain nombre de gens restent dans des tentes ? Tous ceux dont c'est le fonds de commerce.

Que proposez-vous ?

Nous défendons d'abord l'idée que le travail puisse donner droit au séjour. Une politique d'inclusion doit être notre priorité pour apprendre la langue, partager nos règles de vie en société, permettre le travail, organiser la répartition solidaire des migrants par une politique de peuplement... Ce qu'on a été capables de faire avec les Ukrainiens, 120 000 en quelques mois, nous ne serions pas capables de le faire pour les autres ?

Nous en appelons au respect des conventions internationales, notamment sur le droit d'asile, les droits de l'enfant ou le droit à une vie privée et familiale. Nous souhaitons aussi nous saisir du sujet des réfugiés climatiques et plaçons pour la création d'un nouveau type de droit au séjour pour les étrangers aujourd'hui ni régularisables ni reconductibles. Nous voulons que les OQTF soient concentrées sur les situations claires.

Faut-il renforcer les reconduites à la frontière ?

Il demeurera à la fois des possibilités d'expulsion et des OQTF sur des cas ciblés, et elles seront donc plus effectives. Mais, au-delà, nous pensons que les migrations, phénomène mondial, appellent une régulation mondiale, une politique migratoire européenne de solidarité renouvelée et des politiques de développement dans les pays d'origine.

Que répondez-vous à la droite qui craint un « appel d'air » de régularisation ?

Que c'est un fantasme. Il n'est pas documenté. Rien ne le prouve.

Vous avez signé une tribune favorable à la régularisation des travailleurs sans papiers dans les métiers en tension, ainsi que le prévoit l'article 3 du projet de loi du gouvernement.

Est-ce à dire que vous allez le voter ?

L'article 3 est un socle minimal, qui n'est pas même garanti : notre vote n'est pas acquis, nous souhaitons aller plus loin. Au PS, nous sommes favorables à la régularisation des travailleurs sans papiers à des conditions plus favorables que celles prévues par l'actuel projet de loi [qui exige huit fiches de paie et trois ans de présence en France].

De toute façon, nous pensons qu'il n'y aura pas de majorité sur ce texte. Elisabeth Borne n'a pris aucun engagement de régularisation systématique. Et on ne votera pas ce projet s'il touche à l'aide médicale d'Etat, s'il rétablit la double peine ou s'il supprime les audiences collégiales à la Cour nationale du droit d'asile au profit d'un juge unique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SA. C. ET JULIA PASCUAL